

MICHEL BAKOUNINE et KARL MARX

1900

En 1895, Michel DRAGOMANOW écrivit qu'il était regrettable que la vie et l'action de BAKOUNINE eussent jusqu'alors été si peu mises en lumière, bien que vingt ans se fussent déjà écoulés depuis sa mort et qu'il eût compté, au cours de sa retentissante carrière, de nombreux amis et partisans dans la plupart des pays de l'Europe. Cette lacune, nous sommes heureux de le dire, est sur le point d'être comblée. Depuis plusieurs années le docteur Max NETTLAU travaille, en effet, à doter l'histoire révolutionnaire de notre siècle d'une *Biographie définitive* (1) de Michel BAKOUNINE qui n'était connu jusqu'ici - du grand public du moins... - que par les notices incomplètes et généralement hostiles des dictionnaires biographiques ou encyclopédiques, et surtout par la haine que lui ont vouée ses adversaires, par les calomnies sans nombre dont ils l'ont abreuvée durant sa vie et dont ils poursuivent encore sa mémoire. Dans ces derniers temps toutefois, on a publié une partie de sa correspondance et M. NETTLAU lui-même a édité quelques-uns de ses travaux théoriques ou polémiques.

Si BAKOUNINE a eu beaucoup d'ennemis qui ont usé, pour le combattre, d'armes trop souvent perfides et déloyales, il eut aussi, dans tous les pays, un nombre considérable d'amis et d'admirateurs, dont beaucoup vivent encore et qui luttèrent avec lui, sous son inspiration directe, pour l'affranchissement politique et social de l'humanité. Ceux-ci apprendront avec plaisir qu'un anarchiste, érudit et dévoué, que des circonstances exceptionnellement favorables ont mis à même de recueillir les documents les plus épars sur la vie et l'œuvre du grand révolutionnaire russe, ait entrepris de faire ce travail et de le faire d'une façon complète, digne à la fois de l'homme dont il s'agissait de retracer la carrière tourmentée et de la tâche grandiose à laquelle il consacra sa vie. Car il ne faut pas oublier qu'il fut le véritable fondateur du mouvement anarchiste en Europe et que tous ceux qui, aujourd'hui, se réclament des idées et des théories libertaires, dans tous les domaines de la pensée, procèdent directement de lui. En parlant ainsi, je n'oublie pas que THOMPSON, GODWIN, WARREN, PROUDHON, GRÜN, STIRNER, vingt autres ont apporté à la constitution théorique des doctrines libertaires les fruits de leurs fécondes méditations et que BAKOUNINE ne doit pas être considéré comme un penseur solitaire, arrivant de lui-même et par l'effort propre de son intelligence à créer toute une nouvelle conception du monde et de la société; ce que je veux dire cependant, c'est qu'il a eu sur la diffusion des doctrines libertaires dans l'Europe entière une influence tellement considérable, due surtout à son infatigable esprit de propagande, à son énergie indomptable et, il faut l'ajouter aussi, à ses qualités personnelles d'homme et d'ami, qu'on doit en toute justice le considérer comme un véritable initiateur. Et par une conséquence logique de sa pensée, en luttant pour l'affranchissement des masses dans l'Europe occidentale, avant et pendant la période d'efflorescence de l'*Association internationale des travailleurs*, il combattait également pour la libération des Slaves, parce qu'il était convaincu, contrairement à Karl MARX, que dans leur émancipation seule, et non dans la continuation et le maintien de leur oppression, résidait le gage le plus assuré de la liberté en Europe. Je dis contrairement à Karl MARX: on sait en effet que celui-ci, dans son chauvinisme borné, n'a cessé de voir dans le Slave «*l'ennemi héréditaire*» qu'il fallait à tout prix annihiler et détruire. C'est dans cet antagonisme aussi qu'il y a lieu de chercher, je crois, l'origine et la cause principale de l'hostilité qui a toujours existé entre les deux révolutionnaires.

(1) Le Dr. Max NETTLAU travaille depuis plus de trente ans, à une *Biographie* extrêmement documentée, définitive, du célèbre révolutionnaire russe. Malheureusement, l'œuvre considérable de notre ami ne sera pas aisément accessible au public. En effet, l'auteur n'en fait que cinquante exemplaires antocopiés... presque tous destinée aux grandes bibliothèques publiques d'Europe. (*partie de la note Note L.R.A d'août 1923*).

On croit généralement que MARX et BAKOUNINE ne devinrent des ennemis que depuis l'entrée de ce dernier à la section centrale de Genève de l'*Association internationale des travailleurs*, au mois de juillet 1868.

C'est là une erreur; MARX n'a pas cessé un instant de combattre, de calomnier surtout, BAKOUNINE depuis l'apparition de celui-ci sur la scène politique européenne, avant même sa participation aux révolutions allemandes de 1848 et 1849. Il a employé, pour annihiler son influence sans cesse grandissante, tous les moyens que pouvait inventer tour à tour son esprit astucieux, méchant et perfide, depuis le simple mensonge et la diffamation en apparence anodine jusqu'aux accusations les plus éhontées, les plus iniques et les plus révoltantes. Karl MARX a montré là, comme ailleurs du reste, qu'il avait bien suivi les leçons de ce David URQUHARD, qui fut son inspirateur et son conseiller en politique, de ce diplomate marron, rusé et fourbe, prétentieux et arrogant, rempli de morgue, de fiel et de mauvaise foi, prétendant à l'infailibilité et affilié, a-t-on dit, à l'ordre des *Jésuites* (2).

Je n'ai pas l'intention de rendre compte aujourd'hui du travail considérable, et inachevé du reste, du Dr NETTLAU; je me propose seulement de montrer, grâce aux documents recueillis par lui, que MARX n'a cessé de calomnier BAKOUNINE et que, dans la guerre acharnée qu'il a faite au révolutionnaire russe, il n'a jamais été de bonne foi.

Première partie:

BAKOUNINE avait déjà séjourné plusieurs années à l'étranger, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, refusant d'obtempérer aux sommations réitérées du gouvernement russe d'avoir à rentrer dans son pays (3), lorsqu'il résolut de se fixer à Paris. Il y arriva dans le courant de juillet 1844 et y resta jusqu'au mois de décembre 1847. C'était l'époque où la bourgeoisie paraissait être arrivée au faite de sa puissance, où l'ordre et la tranquillité régnaient partout, où les partis d'opposition même semblaient affaiblis et épuisés.

«Les républicains continuaient bien leurs conspirations, dit BAKOUNINE dans un manuscrit inédit datant de 1871 (4), mais on eût dit qu'ils ne conspiraient plus que pour leur propre plaisir, tant leurs conspirations paraissaient innocentes. La police de M. DUCHATEL, loin de les craindre, semblait les protéger et au besoin même les provoquer.

Ce fut l'époque de la première apparition des livres et des idées de PROUDHON qui contenaient en germe, j'en demande bien pardon à M. Louis BLANC, son trop faible rival, ainsi qu'à M. MARX, son antagoniste jaloux, toute la révolution sociale, y compris surtout la Commune socialiste, destructive de l'État. Mais ils restèrent ignorés de la majorité des lecteurs. Les journaux radicaux de cette époque, le "National" et même la "Réforme", qui se disait démocrate socialiste, mais qui l'était à la manière de M. Louis BLANC, se gardèrent bien d'en dire un mot, soit de louange, soit même de blâme. Il y eut contre PROUDHON, de la part des représentants officiels du républicanisme, comme une conspiration du silence.

Ce fut aussi l'époque des leçons éloquentes mais stériles de MM. MICHELET et QUINET au Collège de France, dernière efflorescence d'un idéalisme sans doute plein d'aspirations généreuses, mais désormais condamné pour raison d'impuissance. Ils essayèrent un non-sens, prétendant établir la liberté, l'égalité et la fraternité des hommes sur les bases de la propriété, de l'État et du culte divin; Dieu, la propriété et l'État nous sont restés, mais en fait de liberté, d'égalité et de fraternité, nous n'avons que celles que nous donnent aujourd'hui Berlin, Saint-Petersbourg et Versailles.

D'ailleurs, toutes ces théories n'occupèrent qu'une très infime minorité de la France. L'immense majorité des lecteurs ne s'en embarrassait guère, se contentant des romans sans fin d'Eugène SUE et d'Alexandre DUMAS qui remplissaient les feuillets des grands journaux: le "Constitutionnel", les "Débats" et la "Presse".

Ce fut l'époque surtout où fut inauguré, sur une échelle très large, le commerce des consciences. Louis-Philippe, DUCHATEL et GUIZOT achetèrent et payèrent le libéralisme légal et conservateur de la

(2) Julius FROEBEL, *Ein Lebenslauf (Une Vie)*, II, 36.

(3) *«Je n'ai plus de patrie, depuis que j'ai renoncé à la mienne, et pareil au Juif errant, je suivrai docilement la route que mon sort et mes croyances m'indiqueront. Il est impossible de se refaire une patrie: aussi ne me donnerai-je pas cette peine inutile, d'autant plus que je suis convaincu qu'elle (la Russie) est appelée à un grand rôle sur le champ sacré de la démocratie. Ce n'est qu'à cette condition que je l'aime...».* Lettre de BAKOUNINE à Emma SIEGMUND, 3 fév. 1843, NETTLAU, I, 64.

(4) Ce manuscrit devait faire suite aux *«Lettres à un Français»*. NETTLAU, I, 65-66.

France, comme plus tard, le comte de Cavour acheta et paya l'unité italienne; ce que l'on appelait alors le pays légal en France, offrait en effet une ressemblance remarquable avec ce qui, en Italie aujourd'hui, s'appelle la "consorteria". C'est un ramassis de gens intéressés qui se sont vendus ou qui ne demandent pas mieux que de se vendre et qui ont transformé leur parlement national en une bourse, où ils vendent journellement leur pays en gros et en détail.

Le patriotisme se manifeste alors par des transactions commerciales, naturellement fatales au pays, mais très avantageuses pour les individus qui sont en état d'exercer ce commerce. Cela simplifie beaucoup la science politique, l'habileté gouvernementale se réduisant désormais à savoir choisir, parmi cette foule de consciences qui se présentent au marché, précisément celles dont l'acquisition est la plus profitable. On sait que Louis-Philippe usa largement de cet excellent moyen de gouvernement».

Il est vrai cependant qu'en dehors de cette bourgeoisie replète et jouisseuse, il y avait les saint-simoniens, les fouriéristes, les positivistes; PECQUEUR et VIDAL; VILLEGARDELLE, Flora TRISTAN et THORÉ; George SAND et Pierre LEROUX; BUCHEZ et les démocrates mystiques; BLANQUI, BARBÈS et RASPAIL; la «Réforme»; les communistes et les babouvistes autoritaires; CADET et DEZAMY, et un grand nombre d'autres représentants, plus ou moins autorisés, des diverses écoles ou tendances révolutionnaires.

C'est dans ce milieu qu'apparut BAKOUNINE, qui s'était déjà trouvé en rapport, en Russie, avec les groupes les plus avancés, en Allemagne, avec les adeptes du radicalisme philosophique, en Suisse, avec WEITLING et les communistes et qui était de même entré déjà en relations avec les membres influents de l'émigration polonaise. Partout, il était aimé et estimé; tous ceux qui l'approchaient subissaient l'ascendant, le charme magnétique de sa puissante nature. Il était de ceux à qui l'on se donne et pour qui l'on se dévoue.

Après l'interdiction des «Annales» d'Arnold RUGE à Dresde, et de la «Gazette Rhénane» de Karl MARX à Cologne, les deux écrivains allemands fondèrent à Paris, en 1844, les «Annales franco-allemandes» (5), revue à laquelle collabora BAKOUNINE, puis, après la disparition de celle-ci, Henri BORNSTEIN publia un journal hebdomadaire, «Vorwaerts», autour duquel il groupa A. RUGE, Karl MARX, le poète HERWEGH, Michel BAKOUNINE, VEERTH, G. WEBER, le Dr EVERBECK, J. BURGERS, Frédéric ENGELS (6).

A ce moment-là déjà, MARX qui s'était brouillé avec RUGE (7) et le criblait maintenant d'invectives et d'injures, commença à faire à Michel BAKOUNINE une guerre sourde, à coups de petits papiers, de billets compromettants venus en ne sait d'où et destinés à tuer plus sûrement que les polémiques les plus vives et les plus retentissantes. Une occasion unique allait bientôt s'offrir à ce maître calomniateur d'empoisonner à toujours la vie de cet honnête homme qui donna de sa loyauté politique, de sa sincérité révolutionnaire, des gages pour le moins aussi sûrs, et plus éclatants certes, que Karl MARX n'en donna jamais de la sienne.

Au commencement de 1845, alors que MARX était déjà occupé secrètement à distiller son venin contre BAKOUNINE, l'empereur de Russie, sur la proposition du Sénat dirigeant, rendit un ukase portant que: «attendu que les nobles GOLOVINE et BAKOUNINE ont publié en France des écrits révolutionnaires contre le gouvernement russe et que malgré les sommations réitérées à eux faites ils ne sont pas revenus dans leur patrie, ils sont déclarés déchus de tous leurs droits civiques et nobiliaires, que tous les biens immeubles qu'ils possédaient dans l'Empire, seront confisqués au profit de l'État et que si jamais on les retrouve sur le territoire russe, ils seront transportés en Sibérie pour y demeurer exilés tout le reste de leurs jours» (8). Dans une lettre du 27 janvier 1845, adressée à la «Réforme», BAKOUNINE s'exprime ainsi au sujet de cet ukase:

«Ma position personnelle est très simple. Lors de mon séjour en Allemagne et en Suisse je fus dénoncé

(5) *Deutsch-Französische Jahrbucher*, herausgegeben von Arnold RUGE und Karl MARX, Paris, rue Vanneau, 22. 1844. Imprimerie Works et Cie, boulevard Pigalle, 46.

(6) M. BORNSTEIN, *Fünf und siebenzig Jahre*, I, 338 - NETTLAU, I, 64.

(7) De tout temps, Karl MARX a calomnié et diffamé ses adversaires; ses polémiques contre Arnold RUGE, les frères BAUER, Karl GRÜN, PROUDHON, HEINZEN, WILLICH, Karl VOGT sont des modèles, si je puis m'exprimer ainsi, de basse méchanceté et d'insigne mauvaise foi, qui n'ont été dépassés que par sa campagne haineuse contre BAKOUNINE. Ce n'est pas seulement dans des polémiques avec ses adversaires que MARX diffamait et calomniait, mais dans ses œuvres purement scientifiques comme *le Capital*, il éprouvait aussi le besoin malsain de glisser des notes injurieuses à l'adresse de ceux qui lui déplaisaient. C'est ainsi qu'en peut lire à la page 615 de la 1^{ère} édition du *Capital* une note peu flatteuse pour «le demi-russe et moscovite entier Alexandre HERZEN qui espérait amener la régénération de l'Europe par l'emploi du knout russe». Ce passage a été heureusement supprimé dès la deuxième édition de l'ouvrage.

(8) *Gazette des Tribunaux*, 15 janvier 1845.

auprès du gouvernement russe, comme ami intime de quelques publicistes allemands appartenant au parti radical, comme auteur de quelques articles de journaux (9) et surtout comme partisan de cette nationalité polonaise, si noble et si malheureuse, et comme ennemi déclaré de l'odieuse oppression dont elle continue d'être la victime, toutes choses fort peu criminelles sans doute, mais bien suffisantes néanmoins, pour mettre en émoi un gouvernement aussi jaloux de l'amour et du respect de ses sujets que le nôtre. Aussi, me signifia-t-il bientôt l'ordre de me rendre à Saint-Pétersbourg, en me menaçant, en cas de désobéissance, de toute la sévérité des lois. Je savais ce qui m'attendait à mon retour; de plus, préférant l'air plus libre de l'Europe occidentale à l'atmosphère étouffante de la Russie, j'avais depuis longtemps déjà la ferme intention de m'expatrier. Je répondis donc par un refus net, dont je prévoyais dès lors toutes les conséquences: je n'ignorais pas que, conformément aux lois qui gouvernent mon pays, je commettais, en désobéissant au gouvernement, presque un crime de lèse-majesté; j'aurais donc bien mauvaise grâce de me plaindre maintenant d'un ukase qui vient, dit-on, de me priver de mon titre de noblesse et de m'exiler en Sibérie, d'autant plus que, de ces deux punitions, je regarde la première comme un véritable bienfait, et la seconde, comme une raison de plus de me féliciter d'être en France».

BAKOUNINE n'eut pas à se féliciter longtemps de la chance heureuse qui lui permettait de vivre à Paris; le gouvernement russe allait bientôt intimer à la France l'ordre de le persécuter à son tour. Il le fit à l'occasion du discours, resté célèbre, qu'il prononça à la grande assemblée des Polonais, rue Saint-Honoré n°352, le 29 novembre 1847. Dans une lettre inédite qu'il écrivit plus tard (10) à ce sujet, il s'exprima ainsi:

«Au mois de novembre 1847, les émigrés polonais résidant à Paris, s'étaient réunis selon l'habitude, pour célébrer l'anniversaire de leur révolution. J'étais déjà émigré, et faisant ma première apparition en public, je profitai de cette occasion pour prononcer un discours dans le but de leur démontrer cette vérité, pour moi plus que jamais incontestable, qu'entre les intérêts de l'empire des czars et ceux des populations russes et non russes qui y sont enfermées, il y a une contradiction absolue, que la puissance des czars est en rapport inverse avec leur liberté, leur propriété, leur bien-être et que par conséquent le triomphe de la révolution polonaise, précisément parce qu'il porterait un coup mortel à cet empire, serait un bonheur pour ces peuples. Partant de cette conviction, au nom de la démocratie russe, j'offris aux Polonais une alliance révolutionnaire. Mon sujet m'ayant naturellement amené à parler de l'empereur Nicolas, dont la main de fer pesait également sur nous tous, je le maltraitai quelque peu, ou plutôt je le traitai selon son mérite en l'appelant le bourreau d'une immense quantité de victimes. Je ne m'imaginai pas alors que l'empereur Nicolas pût être dépassé dans cette voie de sang et de boue. Alexandre II, son successeur et son fils, s'est chargé de nous en démontrer la possibilité, car durant les cinq dernières années de son règne, de 1862 à 1867, il a fait piller, emprisonner, déporter, torturer et massacrer dix fois plus d'innocentes et nobles victimes polonaises et russes, hommes, femmes, enfants et vieillards, que son terrible père, justement renommé pour sa cruauté, ne l'avait fait pendant son règne qui a duré plus de trente ans... A l'époque où je prononçai mon premier speech, la France semblait marcher en pleine réaction. M. GUIZOT et M. le comte DUCHATEL étaient ministres, l'un des affaires étrangères, l'autre de l'intérieur. Issu d'une révolution, Louis-Philippe, par un système de corruption savamment combiné et habilement appliqué pendant dix-sept ans, était enfin parvenu à démoraliser si complètement l'immense majorité des 300.000 électeurs qui constituaient alors ce qu'on appelait le pays légal, que les Chambres, devenues esclaves du pouvoir, comme elles le sont encore aujourd'hui, votaient en aveugles tout ce que leur demandaient les ministres. Appuyé sur cette majorité corrompue, le gouvernement croyait pouvoir impunément se moquer des besoins, des souffrances et du mécontentement unanime d'un peuple de trente millions d'hommes, privé de droits politiques, et on le voyait prendre déjà, à l'intérieur de la France, toutes les allures d'un gouvernement despotique. A l'extérieur, M. GUIZOT, tout fier d'avoir conclu le mariage espagnol, par lequel il croyait être rentré dans les vieilles traditions de la grande politique française et avoir rattaché le règne de Louis-Philippe à celui de Louis XIV, - M. GUIZOT, dis-je, avait rompu l'alliance anglaise, que l'opinion publique avait considéré comme la condition d'une politique libérale, et faisait tous les efforts possibles pour se concilier les bonnes grâces des trois cours despotiques du Nord. C'était l'époque de la guerre des cantons radicaux de la Suisse contre le Sonderbund et des premiers symptômes de la résurrection italienne. La diplomatie de la Sainte Alliance profitant des dispositions serviles du ministère français, avait conclu avec lui un pacte secret contre la liberté de l'Europe».

Parlant au nom de la partie la plus éclairée du peuple russe, BAKOUNINE s'adressa à ses frères de Pologne comme autrefois, en 1824, les nobles martyrs décabristes l'avaient fait, dans le but de combattre ensemble le despotisme et la tyrannie et de rendre la liberté et l'indépendance à soixante millions d'hommes

(9) Articles dans les «*Deutsche Jahrbücher*», de A. RUGE, dans le «*Schweizerischer Republikaner*» et dans les «*Deutsch-französische Jahrbücher*» de A. RUGE et K. MARX, - Cf. NETTLAU, II, Notes, p. 252 (n° 2522).

(10) Lettre à JANELLI du 29 mai 1867 - NETTLAU, I, 76.

courbés sous une main de fer, et il termina sa harangue enflammée par ces mots: «*La réconciliation de la Russie et de la Pologne est une œuvre immense et bien digne qu'on s'y dévoue tout entier. C'est l'émancipation de soixante millions d'habitants, c'est la délivrance de tous les peuples slaves qui gémissent sous un joug étranger, c'est enfin la chute, la chute définitive du despotisme en Europe. Qu'il vienne donc ce grand jour de réconciliation, le jour où les Russes, unis à vous par les mêmes sentiments, combattant pour la même cause et contre un ennemi commun, auront le droit d'entonner avec vous votre air national polonais, cet hymne de la liberté slave: "JESZEZE POLSKA NIE ZGINELA!"*»

Ce discours, publié le 5 décembre 1847, eut un immense retentissement. Le conseil des Ministres, sur la demande formelle de la légation russe, décréta l'expulsion de BAKOUNINE. Celui-ci voulut connaître les motifs de cette mesure de proscription: on ne répondit pas à ses lettres. Hippolyte VAVIN, de son côté, adressa une épître violente à M. GUIZOT, annonçant son intention de l'interpeller et déclarant qu'il ne cesserait de réclamer l'abrogation de cette loi des suspects, triste héritage du Directoire. A la Chambre des Pairs, le 10 janvier 1848, le Comte d'Alton Shee posa au ministère la question de savoir s'il avait cédé aux exigences de la légation russe ou à un mouvement de servilité spontanée, s'il y avait eu, de la part du président du conseil, obéissance ou galanterie (11). Le 4 février suivant, lors de la discussion de l'interpellation d'Hippolyte VAVIN et de Ferdinand de LASTEYRIE, M. GUIZOT, président du conseil, cita cette phrase du discours de BAKOUNINE: «*On voudrait, Messieurs, que vous appelassiez l'empereur Nicolas votre frère, lui l'oppresseur, l'ennemi le plus acharné, l'ennemi personnel de la Pologne, le bourreau de tant de victimes, celui qui vous poursuit avec une infernale persévérance, autant par haine que par politique*», et prétendit que ce passage et d'autres semblables avaient motivé l'expulsion de leur auteur, tandis que M. DUCHATEL, ministre de l'intérieur, parla du révolutionnaire russe en des termes équivoques et méprisants. Lorsqu'on lui fit remarquer la contradiction évidente qui existait dans les deux discours ministériels, il se borna à répondre par ces mots tout aussi insultants pour BAKOUNINE: «*Quant au fait de l'expulsion, le gouvernement a eu des motifs très sérieux de la prononcer, et je ne puis ni ne dois rendre compte de ces motifs*». BAKOUNINE écrivit aussitôt de Bruxelles (12) où il s'était réfugié, sa lettre à M. le Comte DUCHATEL, dans laquelle il se plaignit, non de la mesure prise contre lui et qu'il trouvait naturelle, mais des réticences du ministre de l'intérieur dans sa réponse aux interpellateurs. Il lui portait le défi public de donner, de son expulsion, une seule raison qui ne fut pas honorable. Le ministre, selon son habitude, ne répondit pas et quinze jours après, la Révolution le balaya, lui et les autres, du pouvoir.

Qu'y avait-il sous les réticences du ministre? tout simplement ceci: le gouvernement ayant demandé des informations sur le compte de BAKOUNINE, M. KISSELEFF, représentant de la Russie à Paris, avait répondu: «*C'est un homme qui ne manque pas de talent, nous l'avons employé, mais aujourd'hui, il est allé trop loin et nous ne pouvons plus souffrir sa présence à Paris*». Le même KISSELEFF avait du reste essayé de répandre aussi dans l'émigration polonaise le bruit que BAKOUNINE n'était ni plus ni moins qu'un agent russe (13). Or, qui était ce KISSELEFF? Un ami intime de la famille von WESTPHALEN, - et Jenny von WESTPHALEN avait épousé Karl MARX!

Deuxième partie:

BAKOUNINE ne resta qu'un mois à Bruxelles d'où il écrivit à HERWEGH et à ANENKOW que MARX, ENGELS et BORNSTADT, qui l'avaient précédé en Belgique, s'y livraient à leurs intrigues habituelles, que dans ce milieu de mensonge et de sottise, il n'était pas possible de respirer librement, qu'il se tenait tout à fait à distance et qu'à aucun prix il ne voulait se faire inscrire à la *Société des Communistes* (14) où ces démocrates bourgeois allemands tenaient leurs conciliabules et tramaient leurs petits complots contre tous ceux qui leur déplaisaient. BAKOUNINE était naturellement le point de mire de leurs attaques les plus perfides.

A l'annonce de la Révolution de Février, il s'empressa de retourner à Paris et s'en fut tout droit parmi les montagnards de CAUSSIDIÈRE, au faubourg Saint-Antoine. Mais dès le commencement d'avril, complète-

(11) D'ALTON SHEE, *Souvenirs de 1847-48*, I, 95. - NETTLAU, I, 77.

(12) Lettre du 7 février 1848. NETTLAU, I, 78.

(13) Cf. NETTLAU, I, 77.

(14) NETTLAU, I, 183.

ment désillusionné, ainsi qu'il le disait à de FLOTTE, à FLOCON, à ARAGO, il partit pour Breslau, voulant être à proximité de la Russie, mais s'arrêta en route à Strasbourg, à Francfort, à Cologne, à Berlin et à Leipzig.

Comme nous n'écrivons pas la vie de BAKOUNINE, nous ne faisons que mentionner, sans nous y arrêter autrement, ces diverses et importantes étapes de son voyage. Nous devons dire cependant qu'à Cologne, il se sépara complètement de MARX, à l'occasion d'une querelle que celui-ci eut avec le poète révolutionnaire HERWEGH. Dans un manuscrit inédit (15), il dit à ce sujet:

«En 1848, nous nous sommes trouvés divisés d'opinion. Et je dois dire que la raison se trouvait beaucoup plus de son côté que du mien. Il venait de fonder une section de communistes allemands, tant à Bruxelles qu'à Paris, et allié avec les communistes français et quelques communistes anglais, il avait formé, soutenu par son ami et son compagnon inséparable ENGELS, une première association internationale de communistes de différents pays à Londres. Là, il rédigea, ensemble avec ENGELS, au nom de cette association, un écrit excessivement remarquable, connu sous le nom de "Manifeste Communiste". Moi, emporté par l'ivresse du mouvement révolutionnaire en Europe, j'étais beaucoup plus occupé du côté négatif que du côté positif de cette révolution, c'est-à-dire beaucoup plus du renversement de ce qui était que de l'édification et de l'organisation de ce qui devait être. Pourtant, il y eut un point où j'eus raison contre lui. Comme Slave, je voulais l'émancipation de la race slave du joug des Allemands par la révolution, c'est-à-dire par la destruction des Empires russe, autrichien, prussien et turc, et par la réorganisation du peuple, de bas en haut, par leur propre liberté, sur la base d'une complète égalité, économique et sociale, et non par la force d'une autorité, si révolutionnaire qu'elle se dise et si intelligente qu'elle soit en effet. Déjà alors, la différence des systèmes qui nous séparent aujourd'hui, d'une manière tout à fait réfléchie de ma part, s'était dessinée. Mes idées et mes aspirations devaient déplaire beaucoup à MARX, d'abord parce que ce n'étaient pas les siennes, ensuite parce que, comme patriote allemand, il n'admettait pas alors, comme il n'admet pas encore à présent, le droit des Slaves de s'émanciper du joug des Allemands, pensant aujourd'hui comme alors que les Allemands sont appelés à les "civiliser", c'est-à-dire à les germaniser de gré ou de force».

Nous retrouvons ensuite BAKOUNINE à Breslau, où il séjourna plus longtemps, prenant une part active, quoique non ouvertement, aux travaux de la Société démocratique et à ceux du Convent polonais-slave qui se tint dans cette ville. C'est ici aussi qu'à son retour du célèbre Congrès slave de Prague une nouvelle calomnie de MARX vint l'atteindre.

«En 1848, dit-il dans un autre manuscrit (16), au premier "Congrès des peuples slaves" à Prague, Congrès qui, soit dit par parenthèses, avait été réuni par le comte THUN, TALACKI et RIEGER, dans une pensée réactionnaire, celle de former sous le sceptre des HABSBOURG un puissant État tchèque, oppressif à son tour et centre de la nouvelle monarchie autrichienne, mais qui, sous nos efforts réunis, grâce surtout aux dispositions tout à fait révolutionnaires du peuple et de la jeunesse de Prague, avait pris une tendance diamétralement opposée, ce qui le fit bombarder et dissoudre par les troupes autrichiennes. Dans ce Congrès, j'ai combattu avec une passion acharnée le parti panslaviste, c'est-à-dire celui du protectorat de Saint-Pétersbourg, et j'ai proclamé hautement la nécessité de la destruction de l'Empire de toutes les Russies, autant sous le rapport de la liberté de l'Europe et de l'émancipation des Slaves tant de l'Autriche que de la Turquie, que sous le rapport de la propre émancipation des peuples russes qui étouffent dans cet empire comme dans une terrible prison. Il est vrai qu'aussi peu cérémonieux avec les ambitions allemandes qu'avec celles de la Russie officieuse et officielle, j'ai également proclamé la nécessité de la destruction de l'Empire d'Autriche et du royaume de Prusse, et voilà ce que les patriotes allemands, constitutionnels et démocrates, n'ont jamais voulu me pardonner, eux qui ne rêvaient pas autre chose dans l'assemblée nationale de Francfort et dans toutes les assemblées partielles des États d'Allemagne que la reconstitution de leur grand Empire germanique, en y ajoutant toujours, dans leur rêve, des institutions libérales et démocratiques, incompatibles avec l'existence d'un tel Empire».

BAKOUNINE avait à peine échappé, avec les autres membres du Congrès slave, aux balles des soldats de WINDISCHGRATZ que la calomnie du journal de MARX vint le frapper en pleine poitrine. Le 6 juillet 1848, on lisait dans la correspondance parisienne de la «Neue Rheinische Zeitung» (deuxième série de la «Gazette Rhénane» que MARX avait fondée à Cologne): «On suit ici avec la plus grande attention, en dépit de nos dissensions intimes, les luttes de la race slave en Bohême, en Hongrie et en Pologne. En ce

(15) Rapports personnels avec MARX, 1871 - NETTLAU, I, 83.

(16) Manuscrit de 1870, NETTLAU, I, 85.

qui touche la propagande slave, on nous a assurés hier que George SAND est en possession de papiers et de documents qui compromettent gravement M. BAKOUNINE, le russe proscrit de France, et établissent qu'il est un instrument de la Russie ou un agent nouvellement entré à son service et qu'il faut le rendre responsable en grande partie de l'arrestation des malheureux Polonais, qui a été opérée dernièrement. Nous n'avons ici aucune objection à opposer à l'établissement d'un empire slave, mais ce n'est pas en trahissant les patriotes polonais que l'on arrivera jamais à ce résultat».

En réponse à cette accusation, BAKOUNINE écrivit, le 9 juillet 1848, la lettre suivante à «l'Allgemeine Oder-Zeitung» de Breslau:

«Monsieur le Rédacteur! J'ai appris que depuis quelque temps déjà, on répand sur mon compte et sur le but de mon séjour à Breslau des bruits calomnieux. Il m'a été pénible de voir mes intentions méconnues de la sorte cependant, j'ai cru devoir garder le silence, d'abord, parce que je considérais comme indigne de moi de répondre à des insinuations vagues, anonymes, craignant la lumière du jour; ensuite, parce qu'il est dans les nécessités de ma situation et dans l'intérêt de la cause que je représente d'attirer le moins possible, en ce moment, l'attention publique sur moi; enfin et ceci est la raison principale, parce que je suis convaincu que, à l'heure actuelle, on doit prouver sa conviction beaucoup plus par des actes que par des paroles, chacun devant avoir bientôt l'occasion de montrer réellement au service de qui il est et quel est l'esprit qui l'anime.

Aujourd'hui, cependant, je suis obligé de rompre le silence. Une accusation publique, formelle, lancée contre moi dans la «Neue Rheinische Zeitung» exige de ma part une réponse également formelle. Je me la dois à moi-même et à mes amis allemands, et j'espère, monsieur le rédacteur, que vous ouvrirez les colonnes de votre journal à un étranger qui n'a d'autre arme à sa disposition que la publicité de la presse. J'ai à lutter contre un ennemi puissant, irréconciliable qui, depuis que je l'ai attaqué publiquement dans un discours prononcé à Paris, me poursuit systématiquement et infatigablement, et qui réussi même à employer et exploiter, pour arriver à ses fins, mes alliés naturels, la démocratie et ses organes. Il me représente, auprès des gouvernements, comme un démagogue capable de tous les crimes, et cherche, en même temps, à me discréditer dans l'opinion publique, en répandant l'accusation que je suis un agent. Il espère par là sans doute me lasser ou me perdre, mais il en sera pour sa peine.

J'ai cru devoir, tout d'abord, au sujet de l'accusation portée contre moi dans la «Neue Rheinische Zeitung», m'adresser à Mme George SAND et je vous prie de reproduire dans votre journal cette lettre avec ma déclaration. Je me réserve de vous communiquer la suite de cette affaire en temps utile».

M. BAKOUNINE.

«Breslau, 9 juillet 1848.

Madame,

On s'est servi de votre nom pour répandre sur mon compte des bruits calomnieux. Je viens de lire à l'instant la correspondance suivante de Paris dans la «Neue Rheinische Zeitung». (Suit la correspondance reproduite ci-dessus).

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer la signification sérieuse d'une telle accusation. Ou bien le correspondant a menti, ou bien son accusation repose sur quelque fondement. Dans le premier cas, je vous prie instamment, au nom de la sympathie que vous m'avez toujours témoignée, de donner à ce correspondant un démenti formel. Veuillez prendre en considération, Madame, qu'il s'agit de mon honneur qui, à l'abri de votre nom, a été attaqué d'une manière odieuse et que ces attaques se produisent précisément à un moment où j'ai plus que jamais besoin de la confiance publique, en vue de la bonne cause que je défends.

Seriez-vous véritablement et contre mon attente, Madame, à la source de ces accusations, alors je ne m'adresse plus à votre sympathie, mais à votre sentiment de justice et d'honneur. Je vous respecte trop et vous estime comme trop noble et trop consciencieuse pour admettre que vous ayez pu propager contre moi une semblable accusation à la légère et sans vous être vous-même convaincue de sa véracité. Des preuves, vous ne pouvez pas en avoir, car on ne prouve pas ce qui n'existe pas. Mais je dois supposer que vous avez des preuves "apparentes" assez puissantes pour qu'elles aient pu vous faire concevoir une opinion erronée à mon sujet. Je vous mets en demeure de livrer immédiatement à la publicité tous les documents qui seraient de nature à me compromettre pour que je puisse les réfuter et apprendre en même temps à connaître les auteurs d'une calomnie éhontée. J'ai le droit d'exiger ce que je demande, car m'ayant attaqué, vous avez assumé, envers moi et envers le public, un devoir sacré, notamment, celui d'apporter la preuve de votre accusation.

J'ai l'honneur d'être, Madame, etc...»

M. BAKOUNINE.

Le 3 août 1845, il avait fallu près d'un mois pour préparer cette réponse, Karl MARX lui-même écrit dans son journal:

«Nous avons reproduit dans notre n°36 (6 juillet) un bruit mis en circulation à Paris, d'après lequel George SAND posséderait des papiers établissant que le réfugié russe BAKOUNINE serait un agent de l'empereur Nicolas. Nous avons communiqué ce bruit à nos lecteurs, tel qu'il nous est parvenu de deux correspondants différents, ne se connaissant pas l'un l'autre. Nous avons ainsi accompli notre devoir de publiciste, qui consiste à surveiller étroitement les hommes publics et nous avons en même temps donné par là à M. BAKOUNINE l'occasion de dissiper ce soupçon, qui a véritablement existé à Paris dans certains cercles. Nous avons reproduit la déclaration de M. BAKOUNINE et sa lettre à Mme George SAND, publiées dans l' "Allgemeine Oder-Zeitung", avant même que M. BAKOUNINE nous eut prié de le faire. Nous donnons maintenant la traduction d'une lettre de George SAND à la "Neue Rheinische Zeitung" et nous déclarons par là cette affaire comme terminée»:

«Monsieur le rédacteur,

Sous la date du 3 juillet, vous avez publié dans votre journal l'article suivant: (suit la correspondance de Paris donnée plus haut).

Les faits que vous a communiqués votre correspondant sont totalement faux et n'ont pas la plus légère apparence de vérité. Je n'ai jamais possédé la moindre preuve des accusations que vous cherchez à accréditer contre BAKOUNINE, que la monarchie déchue a proscrit de France. Je n'ai par conséquent jamais pu avoir le moindre doute dans la loyauté de son caractère et la sincérité de ses convictions.

Je fais appel à votre honneur et à votre conscience pour la publication immédiate de cette lettre: dans votre journal.

Agréez, etc...

La Châtre (Indre), 20 juillet 1848 (17)».
George SAND.

L'affaire était terminée, disait MARX, mais il devait y revenir plusieurs fois encore, donnant ainsi une preuve non équivoque de sa mauvaise foi. En attendant, BAKOUNINE en fit connaître le résultat immédiat en ces termes:

«Cette accusation me tombant tout d'un coup sur la tête, au moment même où j'étais en pleine organisation révolutionnaire, pendant quelques semaines paralysa complètement mon action. Tous mes amis slaves et allemands s'éloignèrent de moi. J'étais alors le premier Russe qui se soit mêlé d'une manière active à la Révolution. Et je n'ai pas besoin de vous apprendre quels sont les sentiments de défiance habituelle, traditionnelle, qu'éprouve tout d'abord tout esprit occidental lorsqu'il entend parler de révolutionnaires russes. J'écrivis donc d'abord à Mme SAND. Elle s'empressa de me répondre, m'envoyant la copie d'une lettre qu'elle avait envoyée à la rédaction de la "Gazette Rhénane", à laquelle elle donnait un formel et sévère démenti. Je me trouvais à Breslau, et j'envoyai un ami, un Polonais, à Cologne, pour exiger une rétractation solennelle et complète. MARX se rétracta, rejetant la faute sur le correspondant de Paris, et déclarant que le journal avait donné place à cette correspondance pendant qu'il était absent (18); qu'il me connaissait trop bien pour avoir pu jamais etc., etc..., force de compliments et d'assurances d'amitié et d'estime. La chose en resta là» (19).

BAKOUNINE avait dit dans une de ses lettres, en réponse aux calomnies de MARX, que l'heure allait bientôt sonner où chacun aurait l'occasion de prouver, non par des paroles, mais par des actes, de quels sentiments il était animé, et il le prouva en effet, pour son compte personnel, d'une manière éclatante et décisive.

A quelques mois de là, après la défaite de l'insurrection de Dresde, dont il fut l'âme et le héros, il fut arrêté, condamné à mort, livré à l'Autriche, condamné à être fusillé, emprisonné en Russie d'où, après avoir

(17) Cf NETTLAU, I, ch. XII, *passim*.

(18) BAKOUNINE reproduit ici une conversation que MARX eut avec son envoyé, le Polonais KOSCIELSKI, mais MARX ne lui dit pas la vérité, ainsi qu'il appert d'une lettre qu'il écrivit lui-même au *Morning Advertiser* de Londres, le 2 septembre 1853; en réponse à une accusation lancée contre lui par MM. HERZEN et GOLOVINE, qui avaient pris la défense de BAKOUNINE.

(19) Manuscrit de 1872. - NETTLAU, I, 93.

passé six années dans la forteresse de Pierre et Paul, il fut transporté en Sibérie. Après douze ans de souffrances de toute sorte, il réussit enfin à s'évader de son lieu d'exil, et son évasion même devint un prétexte à de nouvelles calomnies de la part de MARX et de ses amis.

Pendant ce temps, MARX qui ne se battit jamais nulle part, prit le plus tranquillement du monde la route de l'Angleterre, prêt à recommencer, en toute sécurité, sa campagne haineuse et perfide de diffamations contre le révolutionnaire vaincu, dès qu'une occasion propice viendrait à se présenter.

Troisième partie:

En 1853, alors que BAKOUNINE était, depuis plusieurs années déjà, renfermé dans une forteresse russe, MARX dénonça de nouveau lâchement, sous le voile de l'anonyme, le grand révolutionnaire comme un espion. Alexandre HERZEN raconte (20) à ce sujet que c'était le moment où David URQUHARD remplissait la presse anglaise de son idée fixe - et sottise - que le gouvernement russe avait acheté tous les hommes politiques, plus ou moins révolutionnaires, de l'Europe occidentale. C'est ce même URQUHARD qui dit un jour dans un meeting, à Londres, que si KOSSÜTH n'était pas vendu directement à la Russie, il était du moins sous l'influence d'un homme qui était, sans doute aucun, aux gages de la Russie, - et cet homme n'était autre que MAZZINI! Un tel concours était précieux pour MARX et ENGELS qui s'empressèrent de déposer - dans les colonnes du «*Morning Advertiser*», journal où URQUHARD exerçait alors une très grande influence, leur injures et leurs calomnies contre BAKOUNINE. HERZEN et GOLOVINE exigèrent les preuves de cette accusation, mais en vain.

Plus tard, au commencement de 1862, lorsque BAKOUNINE, s'étant évadé heureusement de Sibérie, arriva à Londres où il entra immédiatement en relations avec: MAZZINI, Aurelio SAFFI, Louis BLANC, W. J. LINTON, HOLYOAKE, BRADLAUGH, Félix PYAT, F. GARRIDO et autres (21), la même campagne de diffamation recommença aussitôt et cette fois, dans le journal «*Free Press*» de URQUHARD, dont Karl MARK était l'un des collaborateurs assidus. Le 5 mars 1862, ce journal publiait un article infâme, non signé, sur BAKOUNINE, commençant par ces mots: «*Another of these agents has again been loose upon Europe, etc...*». HERZEN et MAZZINI défendirent encore une fois leur ami; mais comme suivant leur habitude MARX et URQUHARD se gardèrent bien d'apporter la moindre preuve de leurs accusations perfides et anonymes, pas plus du reste qu'ils ne l'avaient fait en 1848, en 1849, en 1853, HERZEN mit fin à la polémique par une déclaration, intitulée: «*Ultimatum*», insérée dans le «*Kolokol*» (22) et se terminant par ces mots: «*Parmi les Russes, il n'y a personne qui soit assez stupide pour ajouter foi à ces calomnies, ni personne qui soit assez méprisable pour les répéter*». Quant à BAKOUNINE, il se borna à annoncer dans un journal anglais que si son «*noble ami, le chef des communistes allemands, voulait signer ses infamies, il lui répondrait non pas la plume à la main, mais avec la main sans plume*» (23). MARX empocha tranquillement le soufflet ainsi qu'un autre qu'il reçut par la même occasion d'un comité d'ouvriers révolutionnaires anglais envoyant une adresse «*de fraternelle sympathie à leur illustre ami, le grand révolutionnaire russe Michel BAKOUNINE*» (24).

Au mois d'octobre 1864, BAKOUNINE, revenant de Suède, repassa par Londres, avant de partir pour Paris et Florence. MARX chercha cette fois à le voir, à se rapprocher de lui. Quelle idée machiavélique avait bien pu lui passer par la tête? Je ne sais, mais BAKOUNINE écrit à ce sujet dans le manuscrit inédit que j'ai eu l'occasion de citer (25):

«A la fin de 1863, je retournai de Suède à Londres et je partis de là par la Belgique, la France et la Suisse pour l'Italie. Je passai cet hiver et une part de l'été en Toscane, et en 1864, au mois d'août, je retournai par les mêmes pays en Suède. En octobre, je revins à nouveau à Londres. Ce fut alors que je reçus de MARX un billet que je conserve encore et dans lequel il me demandait si je voulais le recevoir chez moi "demain".

(20) NETTLAU I, 142. - A. HERZEN, *Sbornik postm. st.*, pp.51-80 (*les Allemands dans l'émigration*).

(21) NETTLAU, I, 146.

(22) KOLOKOL, n° du 5 mai 1862.

(23) Arnold HÜGE, «*Correspondance*», 13 mars 1862 - NETTLAU, I, 147.

(24) NETTLAU, I, 149. Cette adresse est reproduite dans «*The Cosmopoliten Review*», fév. 1862.

(25) «*Rapports personnels, etc...*», ms. p. 9-10 - NETTLAU I, 72.

Je lui répondis que oui et il vint. Nous eûmes une explication; il me jura que jamais il n'avait rien dit ni rien fait contre moi, qu'au contraire, il avait toujours conservé, pour moi une sincère amitié et une grande estime. Je savais que ce qu'il disait n'était pas vrai, mais je ne lui gardais vraiment aucune rancune. D'ailleurs, le renouvellement de sa connaissance m'intéressait beaucoup sous, un autre rapport. Je savais qu'il avait puissamment coopéré à la fondation de l'Internationale. J'avais lu le manifeste qu'il avait écrit au nom du Conseil général provisoire, un manifeste qui était remarquable, sérieux et profond comme tout ce qui sort de sa plume lorsqu'il ne fait pas de la polémique personnelle. Enfin, nous nous quittâmes extérieurement très bons amis. Je ne lui rendis pourtant pas sa visite».

Que faut-il penser du caractère et de la bonne foi de MARX, que l'on trouve à l'origine, à la source de toutes les calomnies contre BAKOUNINE, qui le fait passer partout pour un agent à la solde de la Russie, et qui l'assure cependant de son amitié et de son estime! Conçoit-on hypocrisie plus raffinée?

Jusqu'ici, BAKOUNINE n'a été qu'un agent politique au service du czar et cette accusation reviendra souvent encore; maintenant on va insinuer qu'il est un faux-monnayeur; plus tard, MARX en fera un escroc, vivant de vol et de chantage. Aucun moyen ne sera assez hideux pour avoir raison d'un adversaire si redoutable.

Le 23 mai 1867, BAKOUNINE écrivait à HERZEN:

«...A propos, il paraît que le gouvernement russe me poursuit jusques à Naples. Ces jours derniers, j'ai appris que le préfet, le marquis GUALTERIO, un "ex-consorite" et un petit homme d'État, a exprimé à RANZONI le soupçon que je serais l'inspirateur de tous les mouvements en Sicile, et spécialement à Palerme et dans tout le sud de l'Italie et que c'est moi aussi qui fabrique et distribue les faux billets de banque que l'on a mis dernièrement en circulation. Pour moi, je suis absolument convaincu que cette accusation émane de KISSELEFF, mon ancien "ami" de Paris, aujourd'hui ambassadeur à Florence. J'espère tout découvrir bientôt et m'apprête à parer ce nouveau coup».

Le 29 mai, il écrivait à FANELLI:

«Je viens de recevoir de M. Angelo de GUBERNATIS la lettre la plus étrange, contenant une accusation plus étrange encore, et qui, toute ridicule qu'elle est, exige cependant de ma part une démarche sérieuse. Vous en jugerez vous-même, car voici ce qu'il m'écrit:

"Le professeur LIGUANO, mon bon ami, m'a informé, me sachant ton cousin, des pas (?) de GUALTERIO. GUALTERIO lui a demandé s'il te connaissait; il a répondu que non, mais qu'il savait que la famille de BAKOUNINE était une famille de gentilshommes. GUALTERIO alors lui a fait savoir que le faux papier-monnaie qu'on a répandu à Naples, selon ses informations et suppositions, venait de toi. Une autre personne, un Russe, M. MELGOUNOFF qui connaît LIGUANO, et qui probablement a appris la chose de lui, en a répandu le bruit. En peu de jours, malheureusement, tout notre cercle en a été informé. Je ne te cache pas mon indignation. Dans des moments si pénibles pour l'Italie, dans une telle misère, un tel manque d'argent, il n'y a pas de forfait plus grand pour moi que de venir assassiner le pays avec du faux papier-monnaie».

A la fin de sa lettre, M. de GUBERNATIS, mon parent par sa femme qui est Russe, a la bonté de m'informer qu'il ne croit pas que j'aie fait de la fausse monnaie!

Votre premier mouvement, cher FANELLI, sera sans doute celui de me conseiller de commencer par demander raison à M. de GUBERNATIS lui-même, pour avoir osé ne parler en ces termes et en y ajoutant naïvement foi de cette accusation aussi ridicule qu'infâme. Mais si vous connaissiez mon jeune cousin par sa femme, comme je le connais, moi, vous comprendriez qu'il serait ridicule de s'en prendre à lui, qu'il faut remonter aux hommes sérieux, à M. le professeur LIGUANO d'abord, ensuite à M. le marquis GUALTERIO.

Quant aux faits racontés par M. GUBERNATIS, il n'est impossible de les mettre en doute. C'est une assez pauvre tête, il est vrai, dénuée de discernement et de critique, désorientée quelque peu par la fausse position que lui a fait prendre entre tous les partis son enthousiasme ardent, puissant, vaniteux et inquiet, - mais après tout, c'est un honnête garçon, incapable de mentir, sciemment et de contourner les faits. Il est donc avéré, pour moi que tout s'est passé comme il le dit et qu'il a entendu dire par M. le professeur LIGUANO tout ce qu'il me rapporte dans sa lettre».

BAKOUNINE demande ensuite à FANELLI, qui est son ami, qui a vu de si près l'existence franchement ouverte à tous les hommes sympathiques, mais d'un autre côté si modeste, si tranquille et si retirée qu'il mène depuis deux ans à Naples, et qui en même temps connaît la plupart de ses relations et son entourage quotidien, s'il peut admettre un seul instant qu'un préfet réellement intelligent et capable ait pu concevoir sérieusement contre lui un pareil soupçon? - Non, assurément, et il raconte alors à son ami ce que KIS-

SELEFF, le commensal de la famille von WESTPHALEN, avait tramé contre lui à Paris, en 1847, et il en conclut que c'est à Florence qu'il faut aller chercher la source et l'origine de cette odieuse machination (26). De plus, à la même époque on lisait dans la «Gazette officielle de Varsovie»: «L'existence à l'étranger d'une société d'incendiaires et de fabricants de faux billets de crédit russe, dont HERZEN et BAKOUNINE, avec leur bande, font partie, est un fait si complètement démontré que le grand maître de la police en a fait le sujet de son très humble rapport à sa Majesté l'Empereur». Et je tiens moi-même de M. Louis WEBER père, un très respectable révolutionnaire qui fit avec ENGELS la campagne de 1848 dans le grand-duché de Bade, que Karl MARX, désespérant de faire passer BAKOUNINE pour un espion, répandit à profusion, au sein de l'émigration de Londres de ce temps, la bonne nouvelle de BAKOUNINE faux-monnayeur! MARX pouvait bien aider KISSELEFF en 1867 comme KISSELEFF avait aidé MARX en 1847, à Paris! - Naturellement, l'invention du faux-monnayage ayant suffisamment circulé, il n'en fut jamais autrement question; les jésuites connaissaient le mot de VOLTAIRE: «Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose».

Depuis 1866, BAKOUNINE, emporté par un besoin d'action incessant, avait adhéré à l'Association internationale des Travailleurs, ce qui déplut fort à Karl MARX; aussi recommença-t-il aussitôt contre lui, mais par personnes interposées, sa campagne de dénigrement, de diffamation et de calomnies. Sigismund Louis BORKHEIM, le plus venimeux valet de plume de l'autocrate communiste de Londres, écrivit dans le «Demokratisches Wochenblatt» de LIEEKNECHT, journal paraissant à Leipzig, des articles immondes sur les émigrés politiques russes dans l'Europe occidentale, puis continua sa triste et lamentable besogne dans la «Zukunft» (27) organe de la démocratie prussienne, fondé à Berlin par Johann JACOBY. Il y poursuivit BAKOUNINE et HERZEN, au dire d'un internationaliste du Jura (28) «avec l'acharnement d'une hyène sur un cadavre». Cet exécuteur des basses-œuvres marxistes «cherchant à faire de l'esprit, ne réussit qu'à donner des nausées».

Après avoir dit qu'il ne tenait aucun compte des vilénies de certains gens, BAKOUNINE s'exprime ainsi dans le manuscrit qu'il a consacré à ses rapports personnels avec MARX (29):

«Mais il m'a été impossible de garder la même attitude vis-à-vis des calomnies que des gens équivoques, non au point de vue de la politique et de ce qu'on appelle vulgairement l'honnêteté personnelle, mais à celui du socialisme et de leur sincérité vis-à-vis du monde ouvrier, que des bourgeois qui se disent socialistes ont tâché de répandre dans l'Association internationale contre moi. Cette grande association constituée, selon ma conviction profonde, le monde de l'avenir, et autant je suis indifférent pour l'opinion bourgeoise, autant je ne le suis pas pour la sienne. Il me suffit donc d'apprendre que de pareilles gens me calomnient sournoisement, lâchement dans la société ouvrière, pour que je cherche l'occasion de les démasquer. Cette occasion ne tarda pas à se présenter.

J'avais appris un mois à peu près avant le Congrès de Bâle et à la veille de celui d'Eisenach, qu'un des chefs du nouveau parti de la démocratie-sociale dans le Nord de l'Allemagne, je m'abstiens de le nommer, avait osé dire, dans une réunion semi-politique d'amis, que j'étais évidemment un agent excessivement dangereux du gouvernement russe, que je ne m'étais enfui de Sibérie qu'avec l'aide de ce gouvernement et qu'il en avait toutes les preuves dans la main; que par la fondation de l'«Alliance de la démocratie sociale», j'avais voulu détruire l'Association internationale des Travailleurs et que, rusé et diplomate comme le sont tous les Russes, j'avais même réussi à tromper et à entraîner le vieux socialiste allemand Johann Philipp BECKER.

Ce dernier partait précisément pour le Congrès d'Eisenach: je le chargeai d'une lettre ouverte pour mon calomniateur, en le priant de la lui lire en présence de tout le Congrès. Dans cette lettre, je donnais à mon accusateur nouveau un mois de temps pour réunir contre moi toutes les preuves possibles, en l'avertissant que s'il ne prouvait pas ses odieuses accusations contre moi au Congrès de Bâle, où nous devions nous rencontrer tous les deux, je le traiterais comme un calomniateur».

La lettre de BAKOUNINE existe encore; elle est conservée dans les archives du parti social-démocratique allemand, à Berlin; comme il n'est pas probable qu'elle soit jamais publiée et qu'elle donne le nom d'un deuxième calomniateur, le premier calomniateur est connu depuis le Congrès de Bâle, il est intéressant de la livrer à la publicité. Le Dr NETTLAU en donne le texte original en allemand (30); en voici la traduction:

(26) Cf. NETTLAU. I. 183

(27) 3^{ème} année, n°167, 187, 189.

(28) NETTLAU, II, 360.

(29) «Rapports personnels», etc..., p.103 sqq.

(30) NETTLAU, II, 361.

«Mon cher BECKER,

- Notre ami WERTHEIM m'a dit, et il a répété hier en ta présence, qu'il plait au socialiste allemand et homme d'honneur, M. LIEBKNECHT, de me calomnier de la façon la plus ignoble. Il a certifié publiquement et en présence de WERTHEIM:

1- Que je suis un agent russe, et qu'il en possède les preuves les plus irréfutables;

2- Que je me suis évadé de Sibérie avec l'aide du gouvernement russe;

3- Que par la fondation de l'Alliance, j'ai voulu méchamment ruiner l'Association internationale des Travailleurs;

4- Que le vieux BECKER s'est laissé duper par moi, le Russe, plus habile que lui.

Je passe sous silence d'autres aménités pour chacune desquelles il mériterait simplement d'être gifflé.

D'autre part mon ami WERTHEIM m'a fait lire une lettre de M. BEBEL, dans laquelle celui-ci donne à entendre que je suis probablement un agent russe, mais tout aussi probablement, et concurremment avec M. von SCHWEITZER, un agent de BISMARCK.

J'aurais aussi le droit de demander raison de ces paroles à M. BEBEL, un honnête homme ne devant jamais, sur de simples on-dit, émettre une accusation infamante contre un autre homme qu'il ne connaît pas. Mais comme j'ai tout lieu de croire que l'auteur premier de ces calomnies est M. LIEBKNECHT, que je ne connais pas davantage du reste, je veux m'en tenir aujourd'hui à ce dernier seulement.

Comme ami et coreligionnaire politique, je te prie, cher BECKER, et comme frère de notre Alliance, à la fondation de laquelle tu as pris une part si active, je te mets en demeure de déclarer, en mon nom, à M. LIEBKNECHT que je le considère comme assez sérieux pour savoir que, s'il prend plaisir à calomnier un homme, il doit aussi avoir le courage d'assumer la responsabilité de ses calomnies et qu'il a avant tout le devoir d'appuyer ses assertions de preuves irréfutables.

Je lui donne un mois de temps pour réunir contre moi toutes les preuves possibles. Au Congrès de Bâle, il devra donner publiquement les raisons de mon indignité ou s'attendre à être traité par moi, en présence de tous, de canaille infâme et de méprisable calomniateur.

Je tiens, mon cher ami, à ce que cette lettre soit lue, non seulement à MM. LIEBKNECHT et BEBEL, mais à tous les membres du Congrès, et si c'est possible dans une des séances même du Congrès d'EISENACH.

Ton ami, M. BAKOUNINE».

«Arrivé à Bâle pour le Congrès, continue BAKOUNINE (31), je l'y rencontrai en effet. Ce que je devais faire n'était indiqué par le but même que je voulais atteindre, celui d'une explication décisive et complète en plein public ouvrier. Je devais donc m'abstenir, au moins dans le commencement, de toute provocation personnelle. Il me répugnait d'ailleurs d'introduire dans le monde de la démocratie ouvrière des habitudes bourgeoises. Dans l'Internationale, il n'y a qu'un moyen de justice et de réparation pour l'honneur offensé: c'est le jugement populaire.

Il me répugnait également d'occuper tout le Congrès de ma question personnelle. D'ailleurs l'Internationale, toute jeune qu'elle est, a déjà pour de pareils cas une pratique bien établie: celle des jurys d'honneur.

De mon côté, je choisis au sein du Congrès cinq jurés: Fritz ROBERT, délégué de la Suisse romande; Gaspard SENTINON, Espagnol, délégué de l'Alliance de la démocratie socialiste et des sections ouvrières de Barcelone, PALIX, délégué de Lyon; César de PAEPE, délégué de Bruxelles et NEUMAYR, autrichien, délégué de Vienne. De tous ces délégués, je n'avais connu auparavant que Fritz ROBERT, pour l'avoir rencontré quelquefois dans les montagnes du Jura, et je n'avais fait la connaissance des autres qu'à la veille du Congrès à Genève ou à Bâle.

De son côté, mon adversaire avait choisi cinq délégués allemands, parmi lesquels le citoyen ECCARIUS, secrétaire du Conseil général de Londres, les citoyens RITTINGHAUSEN et SPIER. Je ne me rappelle pas avec certitude que Maurice HESS ait été de ce nombre, mais il me paraît que oui. Quant au non du cinquième, je l'ai totalement oublié. De plus, le vieux Joh. P. BECKER, le socialiste respecté de tout le monde, assistait au jury comme témoin.

... J'accusai mon adversaire de n'avoir calomnié et je le sommai de produire les preuves de son accusation contre moi. Il me répondit qu'on avait faussement interprété ses paroles, qu'il ne m'avait jamais accusé et n'avait jamais dit qu'il eût quelque preuve contre moi; qu'il n'en avait aucune, excepté une seule peut-être: c'était mon silence après les articles diffamatoires que BORCKHEIM avait publiés contre moi dans l'organe principal de la démocratie prussienne, la «Zukunft», et qu'en parlant de moi devant ses amis, il n'avait fait qu'exprimer la surprise que lui avait causée ce silence, que du reste, il m'avait réellement accusé d'avoir porté un dommage à l'établissement de l'Internationale par la fondation de l'Alliance de la démocratie socialiste.

Cette question de l'Alliance fut mise de côté à la demande d'ECCARIUS, membre du Conseil général,

(31) Rapports personnels, etc... NETTLAU II, 362.

qui observa que l'Alliance ayant été reconnue comme une branche de l'Internationale, que son programme aussi bien que son règlement ayant reçu la sanction unanime de Londres et que son délégué ayant été reçu au Congrès; il n'y avait plus lieu d'en discuter la légitimité.

Quant à la question principale, le jury déclara à l'unanimité que mon adversaire avait agi avec une légèreté incroyable, en accusant un membre de l'Internationale sur la foi de quelques articles diffamatoires publiés par un journal bourgeois.

Cette déclaration me fut donnée par écrit. Je dois dire d'ailleurs que mon adversaire reconnut noblement devant tous qu'il avait été induit en erreur sur mon compte. C'était notre première rencontre; il me tendit la main et je brûlai devant tous la déclaration écrite du jury».

LIEBKNECHT reconnut qu'ayant contribué à propager des accusations contre BAKOUNINE, il lui devait une réparation, et lui offrit d'insérer à ce titre, dans le «*Volkstaat*», un article que le révolutionnaire russe avait publié dans le journal italien «*Libertà e Giustizia*» et qui contenait sa profession de foi. Or, cet article ne parut jamais, mais LIEBKNECHT inséra en revanche dans son journal des correspondances envoyées de Paris par Maurice HESS et dans lesquelles étaient reproduites les mêmes accusations déclarées mensongère et infâmes par le jury d'honneur de Bâle!

Pense-t-on que si LIEBKNECHT eût été le maître de sa volonté et de ses sentiments, il eût agi avec cette déloyauté? C'est impossible, répond à cette question l'auteur du «*Mémoire de la Fédération jurassienne*» ; la seule chose possible, la seule explication vraie de cette incroyable aberration du sens moral, c'est que, une fois LIEBKNECHT retourné à LEIPZIG, le dictateur MARX lui représenta son attitude de Bâle et sa promesse à BAKOUNINE comme une coupable faiblesse de sentiments et lui défendit d'y donner suite (32).

Dans la suite encore, et jusqu'à la veille même du Congrès de La Haye, le journal de LIEBKNECHT publia de nombreux articles, tous plus injurieux les uns que les autres pour BAKOUNINE; MARX avait à son service, pour cette besogne malpropre, les instruments les plus dévoués, Charles HIRSCH et Frédéric ENGELS entr'autres.

Pendant les mois de juillet et d'août 1872, le journal, inspiré par MARX, fut particulièrement haineux; et le 30 août de cette année, il publia une correspondance de Breslau (33) qui montre clairement combien peu le souci de la vérité animait le cercle qui gravitait autour du chef des communistes allemands:

«*Vous terminez votre quatrième article sur BAKOUNINE, disait ce correspondant, par ces mots: "Si M. BAKOUNINE ne nous avait pas assurés qu'il veut la destruction de tous les États, donc aussi de l'État russe, pour édifier la puissance négative du prolétariat, nous le considérerions, après ce que nous en avons dit, comme le principal thuriféraire du Czar"*».

Je vais vous dire ce que je sais de M. BAKOUNINE. J'appris à le connaître à Breslau, en 1848, où il fut aussitôt admis dans la société démocratique. Il y joua même, quoique non ouvertement, un rôle assez considérable.

Je me méfiai de lui bientôt, dès son retour du Congrès slave de Prague, auquel il prit part, non comme démocrate, mais comme représentant du panslavisme. En cette qualité il réclama aussi la Silésie comme partie intégrante du futur État panslaviste, la Silésie ayant appartenu autrefois à un Empire slave! Le démocrate MARX n'argumente pas autrement pour l'Alsace et la Lorraine.

La "Neue Rheinische Zeitung" de cette époque mit le public en garde contre BAKOUNINE qui n'était autre chose, au sein du parti révolutionnaire, qu'un agent de la Russie. Cette accusation émit vivement le parti démocratique à Breslau. On me conseilla, en ma qualité de correspondant du journal, de prendre la défense de BAKOUNINE. J'écrivis dans ce sens à celui des rédacteurs que je connaissais personnellement, Wilhelm WOLFF. Voici sa réponse:

"Cher ami, quel réactionnaire t'a inspiré ta lettre? La rédaction ne publie pas d'avertissement aux amis sans s'être au préalable convaincue de la réalité des faits, avancés. Mais si tu veux connaître par toi-même les documents et les preuves, adresse-toi à Georges SAND, C'EST D'ELLE QUE NOUS LES TENONS. Vous voyez que vous pouvez sans hésiter considérer BAKOUNINE, au sein du parti révolutionnaire, comme l'agent de la Russie ou plutôt du czar".

BAKOUNINE fut informé de la réponse qui me fut faite; il ne se justifia pas, mais disparut bientôt après de la Silésie ET RETOURNA EN RUSSIE! Il en revint pour prendre part ensuite aux insurrections de mai en Saxe».

(32) NETTLAU II, 361-363, *Mémoire de la Féd. jur. etc.*, p.85.

(33) VOLKSTAAT, juillet-sept. 1872; R. MEYER, *Emancipations Kampf, etc.* II, 368; NETTLAU, I, 91, sqq.

Si le correspondant reçut réellement la lettre ci-dessus de Wilhelm WOLFF, que doit-on penser de la véracité de ce fameux démocrate, à qui Karl MARX dédia le premier volume de son «*Capital*»? Et que penser aussi de celle des gens du «*Volkstaat*» qui, au courant des moindres faits relatifs à BAKOUNINE, accueillirent dans leur journal cette calomnie, mise en circulation et soigneusement entretenue depuis 1848 par Karl MARX?
